

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1<sup>re</sup> Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

*B*  
*4369 B*

Réseau

*Direction Générale*

(Service)

*17 Février 1939*

OBJET DE LA CONSULTATION

*Quinze 30 novembre - Association*

Références :

Observations :

D<sup>er</sup>

N° *4369 B*

; Aff. :

12 Février 9

Cher Monsieur,

La réponse que M. BARTH se propose d'adresser à M. BUS me paraît tout-à-fait justifiée.

Trois témoins, M.M. CHARLEZ, SERGENT et VEYER affirment avoir vu M. BUS dans un groupe de manifestants qui ont pénétré le 30 novembre à 4<sup>h</sup>30 dans le dépôt de Lens pour tenter de s'opposer au départ des machines. Cette faute disciplinaire, très grave en toute circonstance et particulièrement le 30 novembre après les avertissements donnés



officiellement au personnel, motive  
pleinement le brusque renvoi de M. BUS,  
agent à l'essai, pour lequel l'avis  
préalable du Conseil de discipline n'est  
pas requis (art. 57, Livre II de la  
Convention Collective).

Il n'y a aucun inconvénient à  
préciser dans la lettre les motifs de  
la révocation, bien au contraire.

Votre tout dévoué

*Aureng*

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

Paris, le 15. 2. 39  
88, Rue Saint-Lazare (9<sup>e</sup>)

Cher Monsieur Auzange,

M. Barth serait désireux d'avoir votre avis sur la réponse ci-jointe à un greviste licencié. Vous paraît-elle présenter des inconvénients ?

Votre tout dévoué

Barth